



Bar-le-Duc, le 23 janvier 2020.

## DECLARATION LIMINAIRE AUX CTL DU 23 JANVIER 2020

Monsieur le président,

En cette période de lutte sociale, de nombreux agents des finances publiques se sont mobilisés et mis en grève pour manifester leur mécontentement contre l'évolution de leur métier, de leur statut et de leur retraite à venir. Les attaques du gouvernement sont multiples et atteignent les notions fondamentales de la fonction publique et du service public.

Les agents comme les usagers sont victimes de ces évolutions néfastes, notamment par la disparition des missions de service public orchestrée par le gouvernement.

Comme tous les ans « galette rime avec disette » ! Disette qui signifie suppressions d'emplois à la DGFIP et donc détérioration encore un peu plus des conditions de travail des agents et un repli du service rendu aux usagers.

Mais restons optimistes, la facture d'emplois pour la Meuse se porte à 2 emplois supprimés en 2020. Cela faisait longtemps qu'on attendait une meilleure nouvelle. En même temps notre département avait été tellement bon élève ces dernières années qu'il ne reste plus grand-chose à supprimer.

Qui plus est, 2 suppressions d'emplois ne sont pas à proprement parler une bonne nouvelle – cela reste toujours 2 suppressions de trop, et cela est à mettre en parallèle avec les 1 500 suppressions au niveau national – nous pouvons dire que cela n'est pas une mauvaise nouvelle. Cela nous change.

Cela nous change de la dégradation de nos conditions de travail.

Cela nous change de l'externalisation, de la privatisation, de l'abandon de nos missions.

Cela nous change de la destruction de notre statut.

Cela nous change de l'abandon de notre maillage territorial.

Cela nous change de la détérioration de nos retraites.

Car de vraies bonnes nouvelles, cela fait bien trop longtemps que nous n'en avons pas entendues à la DGFIP.

Si cette « pause » dans la mécanique consistant à supprimer chaque année méthodiquement une douzaine d'emplois à la DDFIP de la Meuse pourra faire souffler les collègues, il n'est resté pas moins vrai que la situation des effectifs du département est dramatique.

Et ce ne sont pas les nouvelles réorganisations prévues pour le réseau et annoncées au compte-gouttes qui vont rassurer les agents. Bien au contraire... Les questions que nous vous avons posées au dernier CTL demeurent et nous attendons toujours les réponses.

Pour mémoire, voici nos interrogations concernant les MFS, EFS, MSAP, Maisons d'ETAT et plus globalement le nouveau réseau :

- qui fera quoi dans ces structures ?
- qui les pilotera ?
- les usagers auront-ils la même qualité de service ?
- que direz-vous aux agents qui refuseront de former celles et ceux qui exerceront leurs missions à leur place ?
- que direz-vous aux agents qui refuseront de se déplacer par monts et par vaux, y compris le soir ou le samedi ?
- que direz-vous aux élus locaux qui financeront un service qui jusqu'alors était gratuit, et qui devrait rester du ressort de l'État ?
- comment choisirez-vous les conseillers aux décideurs locaux ?
- comment motiver des agents dont le travail de masse sera devenu leur quotidien ?
- quel est l'avenir réel des SIP ?
- que faites-vous pour améliorer les conditions de travail des agents ?
- quel est l'intérêt de créer de nouvelles structures de proximité alors que parallèlement vous réduisez les horaires des SIP et des SIE, notamment parce qu'il n'est plus possible de fonctionner à plein régime en la matière ?

Par ailleurs, l'administration centrale a un sens de l'humour décidément très développé puisqu'après avoir osé nous inviter à répondre une nouvelle fois à l'observatoire interne, celle-ci nous invite cette fois à répondre à une enquête sur l'informatique à la DGFIP. Cette dernière pose tant de problèmes que la centrale a cru bon de ne cibler que les 2 applicatifs qui en posent le plus...

Il est grand temps que la centrale se préoccupe de ce sujet et y mette les moyens adéquats. Il est en effet difficile de vendre une administration 3.0, des démarches simplifiées pour les usagers, ou des interlocuteurs disponibles par tous moyens alors que l'informatique n'est pas au niveau et ce, dans tous les services. Pendant que CAP NUMERIQUE travaille sur l'intelligence artificielle, l'IA et l'art, l'IA et les MOOC, le hackathon, multiplie les séminaires sur l'accessibilité au numérique, les agents du réseau mettent une heure à voir une page du portail métier s'afficher sur leur écran. L'IA, vendue à grand renfort médiatique, ne sera pas efficace sans agents pour l'exploiter.

Nous ne siégerons donc pas au CTL emplois, car la DGFIP a absorbé 22671 emplois sur les dix dernières années et que ces suppressions sont à l'origine des innombrables réorganisations que nous subissons, réorganisations qui mettent à mal nos conditions de travail mais aussi la qualité du service rendu aux usagers.